Questions orales

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Le député parle, comme l'a fait également le chef de l'Opposition, je crois, des décisions de la Commission de lutte contre l'inflation. Tout ce que je sais, c'est qu'elle a décidé de remplir son mandat dans le cas en cause en discutant avec les parties en litige. L'une de ces parties est le gouvernement du Canada, c'est-à-dire tous les ministres.

M. Lawrence: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. D'après les nouvelles parues dans les journaux, il y a environ trois quarts d'heure, une décision a été rendue par la Commission de lutte contre l'inflation. Que cela soit vrai ou non, puis-je en venir aux faits et demander au premier ministre si le cabinet serait disposé à entendre un appel conjoint de la Commission scolaire et de la Fédération des professeurs des écoles secondaires du Grand Toronto concernant la décision que la Commission de lutte contre l'inflation rendait il y a dix jours?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, une fois encore, comme je l'ai fait en répondant au chef de l'opposition, je renvoie le député à la mesure législative encore à l'étude et qui sera promulguée sous peu ou le Livre blanc, où il verra la procédure prévue. Le député a mentionné une décision récente de la Commission de lutte contre l'inflation. Aucun député de ce côté-ci n'est au courant d'une telle décision, de sorte que s'il a certains renseignements, j'aimerais bien qu'il les divulgue à la Chambre des communes.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**CHILI—L'APPUI DU CANADA POUR L'ENQUÊTE SUR LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME**

M. David MacDonald (Egmont): J'entendais interroger le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, monsieur l'Orateur, mais comme il est absent, c'est au premier ministre que je poserai ma question. Étant donné que par son vote d'hier, que le Canada a appuyé, l'Assemblée des Nations Unies a manifesté son profond désarroi devant la situation qui existe au Chili où les droits de l'homme sont l'objet de violations constantes et flagrantes, et étant donné que notre délégué au troisième comité a fait valoir que le Canada n'acceptait pas d'emblée toutes les conclusions du rapport du groupe spécial de travail vu que les représentants de notre pays n'avaient pu pénétrer au Chili pour vérifier par eux-mêmes la situation et se renseigner sur place, le gouvernement entend-il s'adresser au gouvernement chilien, par les voies diplomatiques, et demander de le laisser procéder à une enquête approfondie et complète de la situation?

[Français]

Mlle Monique Bégin (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le président, je crois que la question est très appréciée de la part des ministériels. L'honorable député signale la préoccupation que nous avons tous eue dans le passé relativement à une situation de fait au Chili. Nous nous étions, à l'époque, élevés contre le fait qu'aucune commission internationale ne pouvait aller voir sur place ce qui se passait au Chili. Nous continuerons dans ce sens. Le vote positif que nous avons tenu hier aux Nations Unies en faveur du respect des droits de l'homme au Chili, montre bien que nous continuerons dans la même voie.

*[M. Lawrence.]**[Traduction]*

M. MacDonald (Egmont): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je suis heureux de la manière dont le gouvernement a voté et je le félicite. Cependant, le secrétaire parlementaire pourrait-il nous dire, étant donné que notre délégué au troisième comité semblait s'inquiéter d'un manque de renseignements, s'il fera des démarches expresses auprès de la junte chilienne pour assurer que le groupe d'étude en question ou un groupe analogue institué par les Nations Unies puisse étudier la question à fond?

[Français]

Mlle Bégin: Monsieur le président, cette question supplémentaire, je n'y ai pas répondu précédemment car il me semblait assez évident que nous travaillions à un niveau multilatéral, et je ne peux pas faire ici de déclaration unilatérale à cet égard.

* * *

*[Traduction]***L'ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE****L'OPPORTUNITÉ D'UNE ENQUÊTE SUR LES ALLÉGATIONS DE L'AUDITEUR GÉNÉRAL RELATIVES À LA GESTION FINANCIÈRE**

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. L'auditeur général a accusé l'Énergie atomique du Canada Limitée d'avoir exagéré la valeur de son actif et sous-estimé son passif réel et comme nous avons perdu 100 millions de dollars relativement à notre marché avec l'Argentine, le ministre compte-t-il consulter son collègue, le président du Conseil du Trésor, et voir s'il ne conviendrait pas de lancer une enquête exhaustive sur la gestion financière de l'EACL?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je suis sûr que les députés auront amplement l'occasion d'interroger les responsables de l'EACL en comité.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur, que je poserai au président du Conseil du Trésor. Le ministre convient-il que si la pratique suivie par l'Énergie atomique du Canada Limitée était adoptée par une société publique du pays, cela pourrait avoir de très graves conséquences d'ordre juridique?

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

LA SANTÉ**LES TRACES DE PLOMB DÉCOUVERTES DANS DES EAUX GAZEUSES EN CANETTES—LES MESURES ENVISAGÉES**

M. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Comme les inspecteurs fédéraux ont trouvé des traces de plomb dans les canettes de Seven-Up, le ministre pourrait-il dire à la Chambre si ses fonctionnaires ont élargi leur enquête à d'autres fabricants de boissons gazeuses ainsi qu'aux producteurs de bière en canettes de fer-blanc, et pourrait-il dire si les grands détaillants ont été informés de ces découvertes?